

- Le coup d'État militaire contre l'impopulaire président Keïta n'arrange pas la situation catastrophique du Mali.
- Les voisins de la sous-région, qui avaient soutenu Keïta, ont imposé des sanctions commerciales et financières au pays, déjà plongé en plein marasme économique.
- Tour d'horizon de la situation.

Peuple désabusé cherche désespérément sauveur

Analyse Intagrist el Ansari
Correspondant au Sahel

Le groupe des militaires mutins qui ont arraché le pouvoir au Mali, hérite d'un pays déchiqueté. Le semblant d'État malien, qui avait déjà été mis à nu par l'invasion de la moitié nord du pays par des groupes djihadistes en 2012, a en effet achevé sa descente aux enfers sous la présidence d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK), déposé le 18 août 2020 par une junte armée réunie en Conseil national pour le Salut du Peuple (CNSP).

L'élite politique du Mali a pour seule obsession, depuis le premier coup d'État (1968), la folle envie d'accéder au pouvoir. Le pouvoir pour le pouvoir, pour la corruption à outrance. De nombreux responsables maliens se sont fait connaître, ces dernières années, par une vulgaire extravagance (notamment financière) – frôlant l'indignité dans un pays où l'écrasante majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté – en ponctionnant l'aide internationale.

Dernièrement, l'ancien député Karim Keïta (fils d'IBK) est apparu dans des vidéos publiées sur les réseaux sociaux, se faisant masser par des demoiselles peu vêtues pendant que le champagne coulait à flots, sur un yacht ou dans de somptueuses villas en fête. Le chef de renseignement, le général Moussa Diawara, proche d'IBK, a célébré son anniversaire par une fête estimée à des millions de francs CFA. Ces révélations, soupçonne-t-on, ne se-

raient que les plus infimes parties du honteux iceberg dilapidateur qui heurte la légendaire humilité du Malien moyen.

Ajoutée à l'incapacité du régime de rebâtir le pays, cette atmosphère délétère fâcha sérieusement ceux qui vivent au quotidien avec la faim et la peur au ventre. À Bamako, personne n'a donc levé le petit doigt pour protéger IBK et son clan lors du putsch d'août, pas même sa garde rapprochée.

“Un bourgeois” au pouvoir

IBK avait bâti sa réputation sur son goût pour les phrases alambiquées, ses discours de chantre-militant du nationalisme bambara-malinké (NdIR: les principales ethnies du pays, bien que minoritaires) et sa constance à se présenter comme “un bourgeois”, sous-entendant ainsi que, nanti, il n'aurait guère besoin des biens publics une fois au pouvoir. Mais depuis son arrivée à la tête du pays, les scandales et malversations financières se sont succédé: achat controversé d'un avion présidentiel; opacité des contrats d'armement; achat d'hélicoptères Puma inutilisables... Dès juin 2017, des milliers de Maliens sont descendus dans les rues pour exprimer leur mécontentement et tirer la sonnette d'alarme.

Le 18 août 2020, quand l'ex-chef d'État, abasourdi, émergea de son domicile privé, entouré des soldats venus l'arrêter – image immortalisée par les smartphones bamakois – réalisait-il ce qui lui arrivait? Malgré tout ce que l'on peut dire de l'armée malienne – plus réputée pour ses tueries de ci-

vils (notamment dans le nord depuis 1963 et, dernièrement, dans le centre du pays) que pour des faits d'armes – l'institution avait pris, ce jour-là, un soin particulier pour éviter d'humilier l'homme arrivé au pouvoir le 19 septembre 2013, jour de son investiture devant une vingtaine de chefs d'État africains et étrangers qui rivalisèrent de louanges pour celui qui promettait de servir “*le Mali d'abord*”. Il ne fallut pas longtemps avant que les Maliens, dégoûtés, ironisent et modifient ce slogan en “*ma famille d'abord*”.

Un pays coupé en trois micro-États

Les problèmes maliens se sont en effet aggravés sous la présidence d'IBK, notamment après sa réélection contestée de 2018. Le pays est désormais coupé en trois micros-États: le Nord, abandonné à la loi du mieux armé; le Centre, qui se déchire en conflits pseudoreligieux; le Sud, où la grogne populaire monte face au train de vie somptuaire d'une infime minorité de nouveaux riches. Hélas, tous les couteaux sont tirés.

La fin du régime clanique et cleptomane d'IBK est loin de régler le profond ébranlement du pays et l'opportunisme politique plane toujours dangereusement au-dessus de la colline de Kouloba, abritant le palais présidentiel. Les têtes d'affiche qui surfent sur la contestation populaire sont bien connues des Maliens: ces ténors des partis dits “*de l'opposition*”, réunis au sein du Mouvement du 5 juin 2020, ont assumé des rôles dans différents gouvernements depuis au moins trois décen-